

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

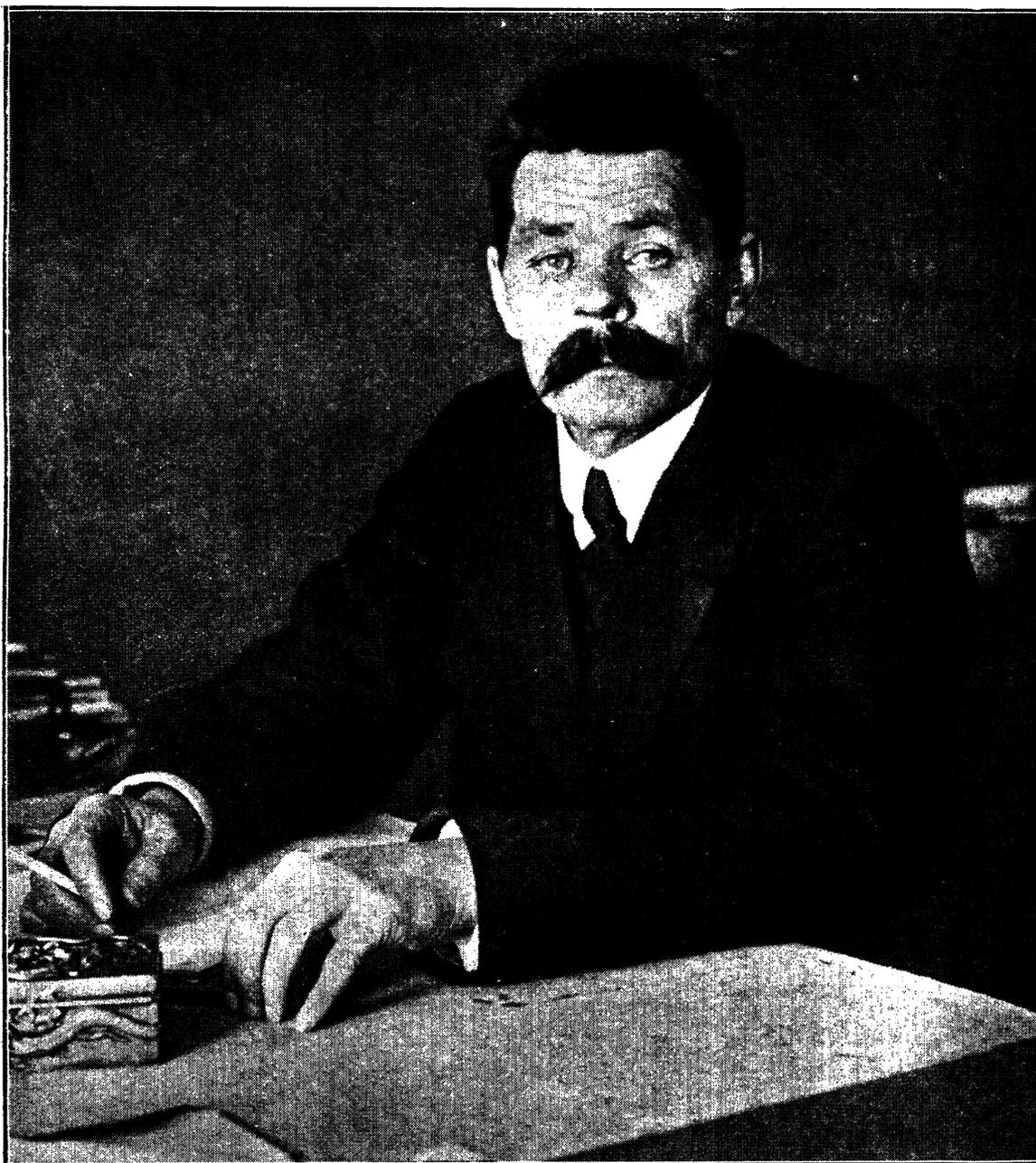
Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

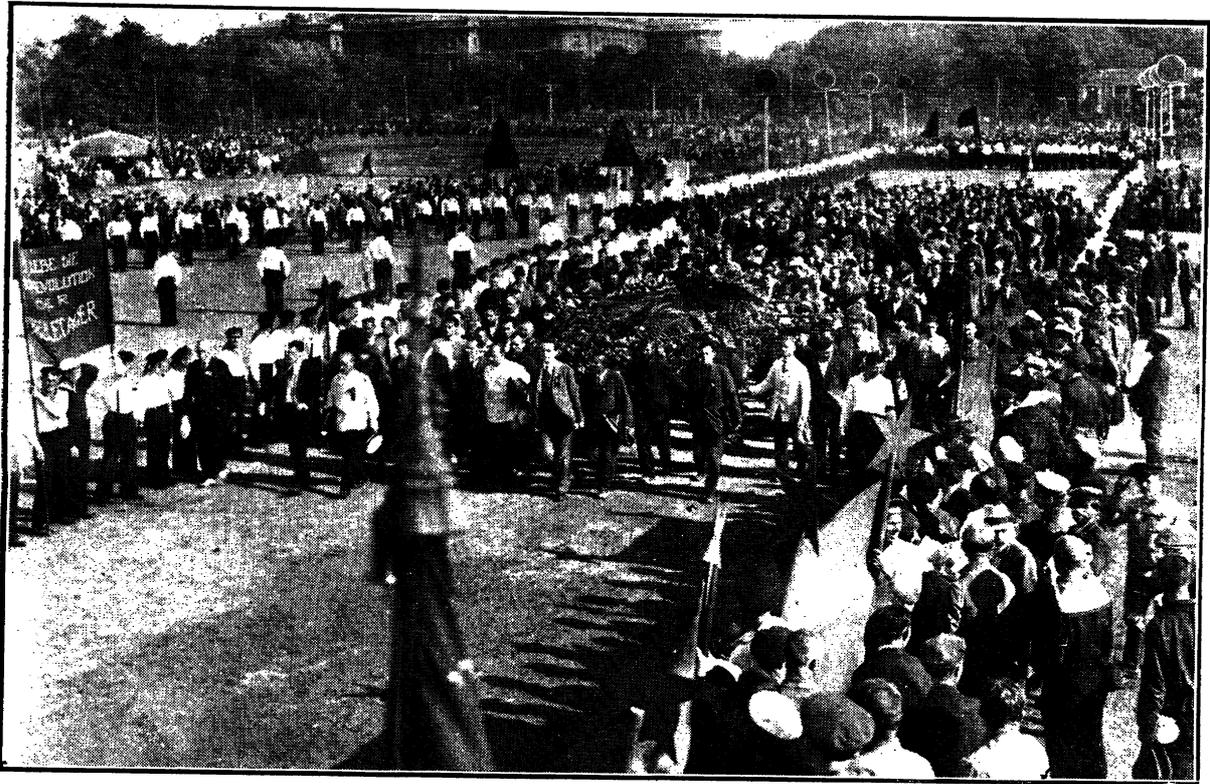
SOMMAIRE

A la veille du Congrès Communiste (*Amédée Dunois*).
— La Confession de Bakounine (*Boris Souvarine, Victor Serge*). — Syndicats et Parti : Discussion prématurée (*A. Rosmer*). — Les défaites de l'impérialisme français (*R. Pelletier*).

La Faillite allemande (*A. Ker*). — Le Parti Communiste Russe pendant la Révolution (*G. Zinoviev*). — Le Bolchevisme comme doctrine marxiste de la dictature révolutionnaire (*Jules Jean*). — Chronique internationale : Allemagne, Afrique du Sud, Japon.



Maxime GORKI



A Moscou. — Sur la Place des Victimes de la Révolution

A la veille du Congrès Communiste

COMME je quittais, hier, la salle du Congrès de la Fédération de la Seine, un camarade vint à moi et me dit : « C'est tout de même dommage que la thèse du Comité directeur soit battue ! »

Ce camarade se trompait. La thèse du Comité directeur *n'a pas été battue*. Si l'on avait voté *pour* ou *contre* elle, elle eût inéluctablement recueilli l'unanimité des suffrages — moins les 630 voix qui se sont portées sur la motion Mayoux. Le type de votation auquel le Congrès s'est rangé ne laisse pas suffisamment apparaître combien le Congrès fut unanime. Car c'est en fait 9.630 voix qui ont ratifié la thèse directoriale — 9.630 voix dont un peu plus d'un tiers (3.686) s'est prononcé pour la thèse telle qu'elle était et dont un peu moins des deux tiers (5.944) a admis, en plus de la thèse, les adjonctions proposées par le Comité exécutif de la Seine. Je dis les adjonctions et non les amendements, ce n'est pas du tout la même chose : des adjonctions complètent, tandis que des amendements modifient. Le Con-

grès de la Seine n'a certainement pas eu l'intention de modifier en quoi que ce soit la thèse du Comité directeur : il s'est borné, après l'avoir adoptée, à lui apporter trois adjonctions complémentaires.

La première (1) déclare qu'il est « souhaitable » qu'en vue « d'actions bien déterminées », le Parti communiste et les syndicats s'entendent « sur un pied de parfaite égalité » ; et ce n'est pas moi qui contredirai à un souhait aussi légitime — qui dans le passé au surplus, a été fréquemment exaucé. Mais pourquoi ajouter que, dans ces ententes, pourront être admis tous les autres groupements (Évidemment l'A.R.A.C., l'Union Anarchiste, la Fédération des Mutilés, etc.), qui voudraient travailler dans le même sens et accepteraient une discipline commune ? Oui, pourquoi ? Dans une thèse qui prétend déterminer la tactique syndicale du Parti communiste, que viennent faire des groupements dont on peut penser tout

(1) Cette première adjonction a été textuellement empruntée à la motion Mayoux dont je parlerai tout à l'heure.

le bien qu'on veut, mais qui n'ont rien de *syndical*, rien de spécifiquement *ouvrier* ? Gardons-nous du confusionnisme ! Le confusionnisme dans le classement des faits procède toujours d'un certain confusionnisme dans le classement des idées...

La seconde adjonction n'est pas non plus, et pour la même raison, recevable. Elle fait une « obligation absolue » aux techniciens communistes « d'appartenir à leur organisation travaillant en collaboration avec la fraction révolutionnaire de la classe ouvrière » — autrement dit d'appartenir à l'*Ustica*. J'accorde la plus sympathique attention au travail si consciencieux et si utile de l'*Ustica*, dont les tendances actuelles nous sont, je crois, si précieusement favorables. Mais enfin, qu'est-ce que l'*Ustica* vient faire ici ? Ce n'est pas une organisation de classe, mais une sorte d'*académie*, de société savante, dans l'esprit de laquelle les préoccupations sociales l'emportent judicieusement sur les préoccupations techniques. Je ne demande pas mieux que notre Parti fasse une règle à certains de ses membres d'appartenir à l'*Ustica*, mais alors, que ce soit dans une résolution *à part* et non dans une thèse concernant et ne pouvant concerner que les syndicats et le syndicalisme.

La même adjonction rappelle aux membres du Parti qui, techniciens ou patrons, ont sous leurs ordres des salariés, qu'ils doivent « dans la mesure de leurs moyens » n'employer que des ouvriers syndiqués. Tout à fait d'accord... malgré que l'incidente soulignée me choque bien un peu ; mais enfin, que vient faire, dans une thèse de tactique syndicale, qui se suffit largement à elle-même, une obligation relative aux ingénieurs et aux patrons ? Il y avait là, à mon avis, matière à une résolution spéciale.

Plus grave, de beaucoup plus grave la troisième adjonction. Elle prévoit la création, dans chaque Fédération, ainsi qu'au centre du Parti, de commissions syndicales — commissions fédérales et commission centrale — dont les fonctions sont énoncées comme il suit : « Etudier et suivre attentivement les répercussions de l'action syndicale sur celle du Parti et réciproquement, déterminer dans les circonstances urgentes l'action de principe des communistes à l'intérieur des syndicats, contrôler l'action des militants du Parti, résoudre les différends entre syndiqués communistes, enfin prendre les mesures nécessaires pour obtenir en toute circonstance l'accord le plus complet dans l'action entre les syndicats et le Parti. »

L'énumération est un peu longue, mais elle est encore assez claire pour que l'on puisse

comprendre que les commissions précitées seront des organismes d'étude, d'action et de contrôle. Et le principe est excellent. Ce qu'on pouvait reprocher, j'en conviens, à la thèse du Comité directeur, c'est qu'ayant établi les bases d'une *nouvelle* politique syndicale (politique d'action et non plus d'abstention), elle ne prévoyait pas d'organe pour la mise en œuvre de cette politique nouvelle. Lacune sans doute, mais non lacune involontaire ! La fonction crée l'organe, disent les physiologistes, mais la réciproque n'est pas vraie.

Si le principe de la création de commissions syndicales fonctionnant au sein du Parti est chose excellente, il ne s'ensuit pas que l'application qu'en fait le Comité exécutif de la Seine mérite un égal éloge. Cette commission syndicale centrale que nommerait le Congrès annuel et qui tirerait, par conséquent, comme le Comité directeur lui-même, son autorité du Congrès, ce serait un pouvoir nouveau constitué au sein du Parti et qui, tôt ou tard, entrerait en conflit avec le Comité directeur. En vérité, on créerait là un dualisme directorial dont le Parti, tiré à hue et à dia, serait bien entendu le premier à souffrir. Pourquoi s'évertuer à diminuer par une inutile déconcentration des pouvoirs, le rôle et la compétence du Comité directeur ? Est-ce là notre façon d'appliquer la douzième condition de l'Internationale communiste sur la « discipline de fer » qui doit régner dans le Parti et sur « l'autorité incontestée » dont doivent être investis les hommes qui le dirigent ?

Autant il importe au Parti que la nouvelle politique syndicale ait un organe d'exécution, autant il importe que cet organe n'engendre pas dans le Parti la dissension, le trouble et l'anarchie. C'est pourquoi le Congrès de Marseille fera bien de repousser la troisième adjonction du Comité exécutif de la Seine. Il ne manquera pas de le faire : d'abord dans l'intérêt du Parti, ensuite et surtout dans l'intérêt des bons rapports que nous voulons instituer entre les syndicats et le Parti. Le Comité exécutif de la Seine aurait voulu éveiller les susceptibilités et les défiances des syndicats qu'il n'eût pas procédé autrement. Des commissions syndicales élues par les Congrès, n'ayant de comptes à rendre que devant les Congrès, apparaîtraient fatalement aux syndicats comme de puissantes machines de guerre contre leur indispensable autonomie. Or, nous n'avons cessé de protester de notre respect des libertés syndicales. Voulons-nous donc que notre premier geste fasse douter de notre bonne foi ?

La politique syndicale préconisée par le Comité directeur et qu'adoptera le Congrès de Marseille nécessite, sans nul doute, un organe

d'exécution et de contrôle. Cet organe, le prochain Comité directeur aura à le créer sans retard. Il est prévu dans le « projet Frossard »(1) sous la forme d'une « commission syndicale » fonctionnant dans le sein du Comité directeur et responsable devant lui. Si vive que soit la sensibilité syndicaliste, il est bien peu probable qu'elle puisse se formaliser de l'existence d'une commission comme celle-là, dont les attributions limitées et les pouvoirs restreints ne sauraient échapper à personne.

Camarades communistes, gardons-nous de faire peur ! Gardons-nous d'éveiller la défiance de ceux dont nous voulons gagner l'âme ! De la fermeté certes — mais de la prudence et de la patience plus encore : que telle soit notre devise !



La motion Mayoux a eu 630 voix, au Congrès de la Seine. C'est sur elle que se sont comptés les syndicalistes impénitents, ceux qui dans le fond de leur cœur, mettant le syndicat au-dessus de tout, refusent catégoriquement au Parti tout droit de parler et d'agir au nom du prolétariat, tout droit de se donner, par suite, une politique syndicale.

Une section — la X^e section, celle de Daniel Renoult — s'est prononcée hier pour la fusion de la thèse directoriale et de la motion Mayoux. S'il n'y avait dans la motion autre chose qu'une affirmation d'autonomie syndicale, qu'une négation de la supériorité de la valeur *exclusive* du communisme, qu'un rejet du noyautage, la fusion serait chose facile. Tout cela, la thèse du Comité directeur l'affirme, le nie et le rejette aussi bien que Mayoux, lui-même. Mais il y a autre chose... Il y a que Mayoux dénie au Parti communiste le droit « d'influencer les syndicats dans l'action corporative », autrement dit le droit de propager dans les syndicats l'idée des comités d'usine, celle du contrôle ouvrier, celle de la dictature du prolétariat, etc. Il lui dénie le droit de tracer à ses membres « une ligne de conduite dans les syndicats sans violer l'autonomie syndicale », le droit de proclamer, par exemple, qu'on ne peut être à la fois communiste dans le Parti et syndicaliste au syndicat. Et il dénie enfin au communisme une « valeur supérieure au syndicalisme ».

La motion Mayoux, quand on la considère de près, n'est pas une motion communiste. Communiste d'intention, elle est en fait syndicaliste. Et ce n'est pas, il faut enfin le dire, exactement la même chose. Il y a, dans le communisme, plus qu'il n'y a dans le syndicalisme, même révolutionnaire. Le communis-

(1) Projet de réorganisation ou plutôt d'organisation du Comité directeur (*Humanité* du 12 décembre).

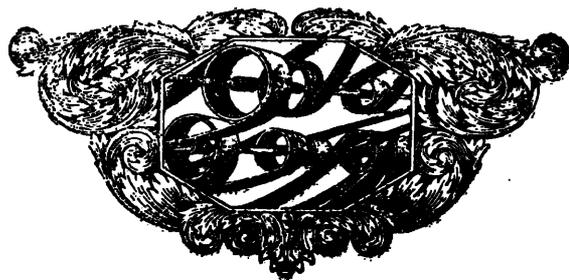
me est nécessairement syndicaliste révolutionnaire, tandis que le syndicalisme révolutionnaire, n'est pas nécessairement communiste. Le communisme est nécessairement plus large ; le syndicalisme, même révolutionnaire, est étroit. Quel est celui des deux qui absorbera l'autre ? Toute la question est là, et c'est pour nous une question définitivement résolue.

La motion Mayoux n'est pas franchement communiste. Et c'est la raison pour laquelle les syndicalistes qui sont dans le Parti tendent, sciemment ou non, à se grouper sur elle. Mais c'est aussi la raison pour laquelle les communistes, au nom de ce que j'appellerai le *front doctrinal unique* du prolétariat révolutionnaire, la repousseront à Marseille comme ils l'ont hier repoussée à Paris.

Amédée DUNOIS.

P.-S. — Le camarade Oscar Bloch, à la suite de mon article sur la Tactique électorale (*Bulletin Communiste* du 1^{er} décembre), m'a écrit que j'avais inexactement interprété sa pensée.

Je n'ai jamais écrit, me dit-il, que nous devions « reporter dès le premier tour nos suffrages communistes sur l'un des candidats de gauche, radical-socialiste ou socialiste réformiste ». Je n'ai envisagé que les élections générales qui ne comportent qu'un tour unique et où, par le jeu mathématique de la loi qui les régit, les partis coalisés ont la quasi-certitude d'emporter tous les sièges sur les partis qui vont aux urnes avec leurs seules forces et en ordre dispersé. Ajoutez-y l'importance de ces élections générales qui fixent pour de longues années la politique du pays, alors que les élections partielles, les seules dont on ait voulu s'occuper jusqu'à présent, négligeables dans leurs résultats matériels, ne valent guère que comme manifestation et comme occasion de propagande.



A PARAÎTRE FIN DÉCEMBRE :

JEAN JAURES

Histoire Socialiste de la Révolution Française

8 volumes in-octavo, illustrée de nombreuses gravures d'après des documents de l'époque.

Le volume : 15 francs. Franco : 15 fr. 50

En vente à la librairie de l'*Humanité*
142, rue Montmartre, Paris (2^e)

La Confession de Bakounine⁽¹⁾

Notre camarade Victor Serge, en butte depuis longtemps déjà aux injures des anarchistes français, qui ne lui pardonnent pas son adhésion loyale et sincère au communisme, a été tout récemment assailli de calomnies et d'outrages sous le mauvais prétexte que voici :

Victor Serge avait écrit, le 7 novembre 1919, un article concernant la Confession de Bakounine, document inconnu du public jusqu'à ce jour et dont on ne connaît l'existence que par les allusions qu'y fait James Guillaume dans sa notice biographique (tome II des Œuvres de Michel Bakounine, Paris, 1907). Les commentaires de Victor Serge, respectueux de la mémoire de Bakounine comme de la vérité historique, ne présentaient nullement le caractère sacrilège ou iconoclaste que des adversaires indignes leur attribuèrent plus tard, ainsi que le lecteur pourra, grâce à nous, en juger.

Par suite de quelles circonstances cet article fut-il traduit, déformé, dénaturé et reproduit en Allemagne ? Victor Serge l'ignore et nous aussi. Certes, je ne dissimulerai pas la surprise pénible que j'ai ressentie en apprenant que le Forum d'Herzog en avait publié un texte tripataouillé. Je ne veux pas m'attarder aux altérations successives que l'article a pu subir dans diverses traductions, retraductions et reproductions en Suisse et en Italie. Le fait essentiel est que la pensée et l'expression de Victor Serge ont été faussées, et malgré lui.

Il n'en fallait pas tant pour donner à des adversaires, prétexte à des diffamations que je rougirais même de discuter. Le seul fait déplorable est que notre amie respectée Séverine ait été induite en erreur par la campagne menée contre Victor Serge et ait publié à l'égard de celui-ci des propos parfois injustes. C'est pourquoi, pour couper court à toutes les interprétations tendancieuses et aux déformations malveillantes, je crois nécessaire de publier ici le texte authentique de l'article de Victor Serge, avec la certitude que Séverine, que tous les lecteurs, rendront à notre collaborateur la justice qui lui est due et l'hommage que mérite un écrivain probe, un révolutionnaire désintéressé, un militant dévoué et consciencieux. Victor Serge a adressé d'autre part à Séverine une réponse que le Journal du Peuple, je veux l'espérer, a tenu ou tiendra à honneur de publier (2).

Boris SOUVARINE.

(1) Cet article avait été écrit d'après des documents de seconde main, des extraits de la Confession (Ispoved) de Bakounine et des renseignements oraux. Après lecture attentive de la Confession, je ne vois rien à y ajouter ni à en retrancher — V. S. juin 1921.

(2) Le J. du P. a publié, depuis que ces lignes ont été écrites, la réponse de Victor Serge. — B. C.

Les archives secrètes de la police russe contiennent certainement un grand nombre de documents du plus puissant intérêt. Il faut placer au nombre de ceux-ci la Confession de Bakounine dont la publication attristera sans nul doute un grand nombre de camarades. De l'avis de tous ceux qui ont lu cette Confession, à laquelle le professeur Minsky a consacré un article dans le *Viestnik Litératoury* de Pétersbourg (1919), n° 10) elle éclaire la personnalité de Bakounine d'un jour nouveau, inattendu et pénible.

Après sa participation au mouvement révolutionnaire en Russie, en France, en Allemagne (1848-49), Bakounine fut enfermé dans les geoles du tsar, d'abord à la forteresse Pierre et Paul, puis à Schlüsselbourg. Exilé ensuite en Sibérie, il ne réussit à s'en échapper qu'en 1861.

C'est à cette période de sa vie, passée dans les cachots de l'autocrate de toutes les Russies et en Sibérie que se rapportent les documents aujourd'hui mis à jour dans les archives de la police russe. L'homme de fer, le révolutionnaire irréconciliable qui avait été pendant plusieurs jours le dictateur de Dresde insurgée, que l'on avait enchaîné au mur de sa prison dans la citadelle d'Olmütz, dont deux empereurs se disputaient la tête, et qui devait ensuite, jusqu'au dernier jour de sa vie, rester l'initiateur et l'inspirateur d'une élite de révolutionnaires — le père spirituel de l'anarchisme, semble avoir traversé une terrible crise morale et n'en être pas sorti indemne. Peut-être ne s'en est-il fallu que de peu pour que le chêne fût déraciné et tombât... D'aucuns — il a encore tant d'ennemis, maintenant qu'il est mort depuis bientôt cinquante ans, — parleront même de la « chute de Bakounine » avec une joie mauvaise...

A ses amis Alexandre Herzen et Ogarev, Bakounine écrivit de Sibérie quelques lettres où l'on trouve de brèves allusions à sa Confession. Nicolas I^{er} lui avait fait proposer par le comte Orlof de lui écrire « comme le fils spirituel écrit à son père spirituel ». (L'Empereur, remarquons-nous, était très bien dans son rôle en faisant à son prisonnier cette proposition. Chef de l'Eglise orthodoxe il se considère comme le père spirituel de ses sujets.) Bakounine écrit :

Ayant un peu réfléchi je pensai que, devant un jury, au cours de débats publics, j'aurais dû soutenir mon rôle jusqu'au bout ; mais que, enfermé entre quatre murs, au pouvoir de l'Ours, je pouvais sans honte adoucir les formes...

« Adoucir les formes » paraîtra en tout cas

au lecteur de la *Confession* (et des autres documents) un euphémisme. Dans ce cahier de 96 pages de fine écriture trouvé parmi les archives de la 3^e section du ministère de l'Intérieur (Département de la police), Bakounine se flatte d'exposer à l'Empereur « toute sa vie, toutes ses pensées, tous ses sentiments ». Il écrit à « l'Ours » :

Je me confesserai à vous, comme au père spirituel dont l'homme attend le pardon non dans ce monde, mais dans l'autre...

Et sous la plume de l'athée, ces lignes prennent une signification singulière.

Ses actes, il les qualifie de *projets fantastiques, d'espérances dénuées de fondement, de projets criminels*. Racontant sa vie à l'étranger, il déclare n'avoir « péché consciemment » que depuis 1848. Le ton de toute sa *confession* est celui d'un vaincu qui s'humilie et trouve, à certaines heures un amer plaisir à se flageller.

J'ai été à la fois trompé et trompeur ; j'ai leurré les autres et je me suis leurré moi-même, comme si je faisais violence à mon propre esprit et au bon sens de mes auditeurs... Situation antinaturelle, inconcevable, dans laquelle je m'étais mis moi-même, et qui m'obligeait quelquefois à n'être qu'un charlatan malgré moi.

Il y a toujours eu en moi beaucoup de Don-Quichottisme...

Certes, il serait difficile à un homme de conscience et d'action de parler de lui-même avec plus d'amère dureté. Le professeur Illinsky, commentant ce passage, y voit « la tragédie de l'homme d'action qui en arrive à douter de son œuvre et à prendre conscience de son insincérité »... Mais ce dernier mot que le texte cité légitime pleinement n'est-il pas *injuste au fond* ? Aux lignes que Bakounine écrit dans sa tombe d'enterré vif, ne peut-on pas opposer tout entière, *avant et après*, son orageuse vie d'insurgé ? L'homme d'action d'ailleurs, le « meneur » — et Bakounine fut bien un meneur — est souvent contraint à la surenchère. Forcer la note, exagérer, insister, grossir tels faits au détriment de tels autres, autant de nécessités psychologiques de toute propagande, accrues encore par la passion du militant, accrues précisément d'autant plus qu'il est plus sincère. Plus tard, dans le morne recueillement de la prison, dans la dépression de la défaite, l'esprit sévère envers lui-même imputera peut-être à un manque de sincérité ce qui n'était qu'entraînement de la pensée et de l'action quotidiennes. Hélas ! nous voici défendant Bakounine contre lui-même !

Il semble qu'à chaque page de la *Confession* un pareil raisonnement est nécessaire pour que l'on ne soit pas navré. Bakounine n'est pas désenchanté que de lui-même. Tout le mouvement européen auquel il a pris une part si fougueuse lui apparaît maintenant misérable

et vain. « L'Europe entière vit du mensonge », dit-il. Il est « dégoûté, écœuré » des Allemands. La révolution de 1848 lui a montré « l'impuissance des sociétés secrètes ». « Aucune des théories sociales en cours (en Angleterre, en France, en Belgique) n'est capable de supporter l'épreuve de trois jours d'existence. » Il ne reste véritablement fidèle qu'à son panslavisme. Les peuples slaves, en contraste avec les nations dégénérées de l'Europe occidentale, sont les seuls demeurés sains, les seuls communistes d'origine et de tempérament. Leur groupement peut produire une puissance magnifique, un nouvel « Empire d'Orient » dont Constantinople serait la capitale. Pour que la Russie puisse se mettre à la tête du mouvement panslave et accomplir la mission qui lui incombe, il y faut une transformation profonde. Et Bakounine ici redevient révolutionnaire devant le tsar lui-même, rêvant peut-être malgré lui d'un nouvel autocrate révolutionnaire, en qui renaîtrait le génie de Pierre le Grand ? A l'heure actuelle, certaines lignes de la *Confession* acquièrent un intérêt remarquable. Certes, Bakounine aimait, connaissait, comprenait profondément la Russie. Il a vu très loin dans sa destinée, il a compris — prophétiquement — ce qui lui était nécessaire, de par l'histoire.

Le pouvoir représentatif, constitutionnel, l'aristocratie parlementaire et ce soi-disant équilibre des pouvoirs dans lequel les forces sont si habilement réparties qu'aucune ne peut agir, en un mot tout ce catéchisme étroit, rusé, indécis des libéraux européens ne m'a jamais inspiré ni vénération, ni profond intérêt, ni même respect.

Je croyais qu'en Russie plus que partout ailleurs, un pouvoir dictatorial puissant serait nécessaire, qui s'occuperait exclusivement d'éclairer les masses et d'élever leur niveau moral ; il faudrait un pouvoir libre dans ses aspirations et son esprit mais sans formes parlementaires, qui publierait des œuvres libres, mais sans liberté de presse, — qui serait entouré d'hommes convaincus, et guidé par leurs conseils, affermi par leur libre concours, mais que rien ni personne ne limiterait.

En vérité, voilà qui est prophétique. Lénine ne pourrait pas dépeindre en d'autres termes la dictature prolétarienne et l'opposer avec un plus ample mépris à la démocratie des radicaux français et anglais. Ce pouvoir illimité, dictatorial et libertaire soutenu par des hommes de conviction ardente, existe : il s'appelle la République des Soviets. Dès 1848, Bakounine présentait le bolchevisme ; et peu de temps après, il conseillait ses méthodes à l'empereur Nicolas I^{er}. Ironie de l'histoire !

Sa *Confession* n'a donc rien d'humiliant pour son esprit. Les pages où il doute ne sont-elles pas compensées par les lignes où il prophétise avec une si étonnante lucidité d'esprit ? Car on ne peut contester la valeur des mé-

thodes et des faits, on ne peut contester qu'ici Bakounine a vu étonnement juste.

Le ton général de la *Confession* se définit assez bien dans les lignes suivantes :

Ayant perdu le droit de me qualifier le fidèle sujet de Votre Majesté Impériale je signe d'un cœur sincère, — le pécheur repentant Michel Bakounine...

Bien plus que devant le tsar-juge, je suis maintenant devant le tsar-confesseur et je dois lui ouvrir les sanctuaires les plus secrets de ma pensée...

Je n'ai pas mérité cette grâce (la proposition d'écrire sa confession) et je rougis à la pensée de tout ce que j'ai osé dire et écrire de la sévérité inexorable de Votre Majesté Impériale.

Que si l'on attribue le ton et l'allure de la *Confession* à une époque de dépression et de crise, à une époque de désespoir, comme on serait tenté de l'admettre en se représentant l'homme d'une énergie exceptionnelle, enfermé, isolé, condamné à mort, vivant dans un tête-à-tête continu avec la pensée d'une mort prochaine, inutile et grise, comment expliquer certaines de ses suppliques adressées de Sibérie — où il vivait déjà dans une liberté relative et dont le ton, comme me le disait une personne qui les a étudiées, est servile ? Certes, Bakounine connut une bien grande torture. « Chaque jour, dit-il, on se sent abêtir... » Dans telle supplique, on ne voit plus que le cri d'un torturé :

Ne me laissez pas mourir dans une réclusion perpétuelle. Reclus, on se souvient, on se souvient sans cesse et sans fruit. La pensée, la mémoire deviennent un inexprimable supplice. On vit, on vit longtemps malgré soi et, ne mourant pas, on se sent chaque jour mourir un peu dans la détresse et l'oisiveté.

Il s'est humilié, il a faibli, sans doute, il n'a pas trahi. Sur un point, il a été inébranlable, et c'était aux yeux de l'empereur Nicolas le point essentiel. Il a écrit :

N'exigez pas que je vous confesse les péchés d'autrui... Je n'ai sauvé qu'un seul bien dans le naufrage : l'honneur et la conscience de n'avoir jamais allégé mon sort par une trahison.

En regard de ces lignes, l'Empereur a noté qu'elles « annihilent toute confiance »...

Quand ce livre douloureux aura été publié, étudié ligne à ligne et situé dans la biographie critique du grand anarchiste, on pourra sans doute esquisser sur la personnalité de Bakounine un nouveau jugement. Suivant le professeur Illinsky qui s'exprime pourtant avec la plus grande modération, son caractère de révolutionnaire en sortira « amoindri ». Bakounine écrivant aux autorités sibériennes pour solliciter un poste de fonctionnaire, dissimulait ce fait à son ami A. Herzen, au prix d'un mensonge. *Sans mon consentement*, écrivit-il, le gouverneur de la Sibérie Hasfor m'a obtenu l'autorisation de prendre du service...

Au cours de la première querelle des socialistes et des anarchistes dans l'Internationale, ce fut un épisode bien triste que celui des calomnies dont Bakounine fut l'objet de la part de quelques amis trop zélés de Marx et auquel, suivant quelques-uns, Marx lui-même ne serait pas resté étranger. Des rumeurs circulaient, concernant de vagues relations entre Bakounine et le tsar, entre Bakounine et la police du tsar. La découverte de sa *Confession* fait la lumière à ce sujet. Les calomnies durent prendre racine dans quelques demi-révélation intentionnelles de la police impériale sur le document confidentiel que tsar avait fait classer dans ses archives. Le gouvernement russe projeta même de le publier dans le but de discréditer son adversaire, évadé, redevenu son ennemi irréconciliable.

S'il s'agissait d'un homme ordinaire, d'un obscur militant de la révolution, cette crise, Olmüts, Pierre-et-Paul, Schlüsselbourg, la peine de mort, l'isolement, la Sibérie suffiraient à l'expliquer. Mais Tchernichevsky enfermé ou exilé vingt ans, cotoyant indéfiniment la folie, n'a pas faibli. Mais Vera Figner, Morosov, qui sont sortis de Schlüsselbourg après vingt ans n'ont pas eu de pareils « repentirs ». Mais tous ceux, célèbres ou inconnus, qui sont devenus fous ou qui sont morts dans les geôles du tsar, s'ils ont subi une passion mille fois plus longue que celle du Christ, s'ils ont parfois douté d'eux-mêmes et de leur œuvre, s'ils ont parfois défailli, *se sont tu* et leurs bourreaux n'en ont jamais rien su. A ceux-là et à ceux qui ont hérité de leur esprit, la *Confession* de Bakounine fera mal. A ce moment de sa vie Bakounine, a chancelé. Il n'a pas été « surhumain ». Plus énergique, plus impétueux, plus ardent, plus clairvoyant, plus imaginaire que beaucoup, il n'a pourtant pas été inébranlable. Tel quel il a dominé sa génération, il domine encore le nôtre mais nous l'eussions préféré inflexible, afin que, plus tard, sa légende soit plus belle. Car il est de ceux qui laissent une légende. Le document humain que l'on vient de découvrir nous apprend qu'il a eu comme presque tous les hommes, ses heures de défaite et que, plus grand que la plupart, il en a aussi été plus brisé.

Victor SERGE.

Pétrograd, 7 novembre 1919.

KARL MARX
**Adresse Inaugurale
de l'Association Internationale
des Travailleurs**

Suivie du préambule et des statuts de
l'A.I.A. et précédée d'une notice
d'Amédée Dunois

Une brochure 1 fr.

En vente à la librairie de l'Humanité

SYNDICATS ET PARTI

Discussion prématurée

Dans la *Vie Ouvrière* du 16 décembre, le camarade Chambelland examine le problème des rapports des Syndicats et du Parti Communiste et il déclare que la discussion provoquée par le projet du Comité Directeur du Parti a été engagée trop tôt et que c'est là une lourde faute de tactique.

Cette opinion n'est pas particulière au camarade Chambelland. D'autres syndicalistes se sont élevés aussi nettement et aussi énergiquement contre le débat proposé, le trouvant inutile et dangereux.

Mais comment Chambelland justifie-t-il son point de vue ? Il reconnaît qu'il est nécessaire de définir les rapports qui doivent exister entre les Syndicats et le Parti, mais il ajoute que cette tâche ne pourra être entreprise que lorsque les deux forces en présence seront toutes deux visiblement révolutionnaires.

Mais pourquoi donc ? Et si la C. G. T. — c'est une hypothèse qui n'est pas absurde — restait pour un long temps encore aux mains des majoritaires ; et dans les pays, comme l'Angleterre et l'Allemagne, où la bureaucratie syndicale réformiste est solidement ancrée, et ne sera finalement délogée que dans la période pré-révolutionnaire, il faudrait donc alors toujours attendre pour aborder ce problème essentiel ?

Chambelland donne comme raison que les communistes s'étant débarrassés de leurs réformistes se trouvent actuellement dans une position favorable vis-à-vis des syndicalistes, et qu'ils le font bien sentir.

Mais il n'y a rien de tel dans la pensée des communistes et s'ils soulignent le fait qu'ils ont enlevé la direction du Parti aux Renaudel et aux Longuet, c'est seulement parce que c'est un fait d'importance et qui a une grande signification et qu'il leur faut répondre parfois aux attaques un peu vives qui viennent du côté syndicaliste. Dans la pratique, par suite de circonstances diverses, les syndicalistes ne sont pas du tout en état d'infériorité vis-à-vis du Parti : c'est tout le contraire.

La tâche présente, dit Chambelland, la seule tâche, c'est de ramener la C. G. T. dans la voie révolutionnaire, c'est de la conquérir. Les discussions byzantines sont hors de saison ; c'est une tâche assez rude et les syndicalistes révolutionnaires ne sont pas si nombreux ni si forts pour que les communistes viennent « sans le vouloir, probablement, jeter des brandons de discorde dans nos rangs ».

Chambelland sait très bien qu'il y a plusieurs tendances, plusieurs courants dans la minorité et que ces tendances et ces courants

— qui existent même chez ceux qui s'affirment syndicalistes — n'ont pas attendu le projet du C. D. du Parti pour se manifester. Ils se sont manifestés publiquement à plusieurs reprises et dans la lettre même de démission que viennent d'écrire les secrétaires du Comité Central des C. S. R. il est fait allusion aux différentes fractions révolutionnaires. C'est une situation que le projet du C. D. n'a pas créée et qu'il n'a pas aggravée.

Devons-nous nous en émouvoir ou nous en effrayer ? Je ne le crois pas. Dans la C. G. T. d'avant-guerre, les trois courants principaux que nous trouvons dans la minorité actuelle existaient déjà. Il y avait au Comité Confédéral et même au Bureau de la C. G. T. des anarchistes — ou plus exactement des hommes qui venaient de l'anarchisme — des membres du Parti et des syndicalistes. Il existait entre eux bien des divergences théoriques mais ils étaient solidement unis par l'action, par une action basée sur quelques conceptions théoriques et pratiques, essentielles : l'action directe, la grève générale, et le but révolutionnaire.

La situation présente n'est pas sensiblement différente. Elle n'est surtout différente que sur un point : la base commune est moins nette qu'avant 1914. Il y a de la confusion. La guerre impérialiste et la Révolution russe sont des événements trop considérables pour que leur répercussion ne se fasse pas sentir au sein du syndicalisme comme dans tous les domaines d'organisation et d'action, bourgeois ou prolétariens. Il est admis par tous qu'elles ont posé de nouveaux problèmes, qu'une révision des conceptions d'avant-guerre s'impose, qu'il faut profiter de l'enseignement qu'elle nous apporte, en tirer les conséquences qui en découlent et les incorporer dans notre programme et avant tout dans notre action.

Ce travail de révision nécessaire n'a pas été fait ou n'a été fait que très imparfaitement. Il est à peine ébauché. Est-ce qu'une discussion qui se prépare pour tâcher de la réaliser peut être dangereuse ou funeste à l'action de la minorité ? Est-ce qu'elle est prématurée ? Non, camarade Chambelland, elle est tardive, trop tardive ! Si elle s'était produite plus tôt elle aurait apporté de la clarté dans la pensée et de la méthode dans l'action. Elle aurait prouvé la force de la minorité et elle lui aurait été d'une grande aide.

Les anarchistes n'ont d'ailleurs demandé à personne la permission de dire leur mot sur cette question. Des syndicalistes les ont imités. Les communistes ne veulent rien de plus que présenter à leur tour leur point de vue et le

défendre. Pour que cette discussion soit fructueuse, il suffit qu'elle soit cordiale, qu'elle se poursuive franchement, sans arrière-pensée et qu'on n'évoque pas sans cesse des fantômes imaginaires. Elle fera disparaître la confusion, qui n'est pas moins grande dans les C. S. R. qu'au Parti. Elle nous donnera une base d'action commune pour la lutte syndicale, elle permettra de grouper toutes les forces révolutionnaires.

Certes, si on est content de la situation présente, il n'y a qu'à persévérer dans les pratiques jusqu'ici suivies. C'est une situation dont la bourgeoisie s'accommode fort bien et qui lui permet de poursuivre paisiblement, dans le monde et au dehors, sa politique de réaction militariste et sociale et de faire de la France le champion de la contre-révolution mondiale. Sinon, il ne faut pas redouter la discussion, mais la souhaiter et examiner et étudier à fond notre action syndicale nationale et internationale.

L'existence d'un parti communiste en France est un fait nouveau dont les syndicalistes ont reconnu l'importance et ceux mêmes qui n'ont pas cru devoir y adhérer ont accueilli sa formation avec sympathie. Ce Parti a la volonté d'être un véritable Parti ouvrier et communiste. Comment peut-il le devenir si on lui interdit par avance et sans discussion de se donner une base prolétarienne, de définir

sa politique syndicale et si, sur cette question essentielle et primordiale, on l'oblige à avoir la même politique que le parti socialiste d'avant-guerre qui n'était qu'un parti électoral, réformiste et démocratique, avec prédominance absolue des éléments non prolétariens ?

Mais le camarade Chambelland lui-même oblige le Parti Communiste à prendre position sur la question syndicale, car il termine son article en disant que ce que le Parti peut faire de mieux, à Marseille, c'est de prescrire à ses membres syndiqués de travailler avec la minorité. Mais sur quoi se basera le Parti pour formuler cette prescription et en exiger l'observation ? Il lui faudra discuter avec ceux de ses membres syndiqués qui sont encore majoritaires dans leurs Fédérations et à la C. G. T. C'est une conception ancienne qu'on peut être révolutionnaire au Parti et réformiste au syndicat. Le Parti Communiste la rejette. Il faut qu'il puisse le dire et pour le dire il doit exposer sa conception du problème tout entier.

Le camarade Chambelland ne dit pas seulement que la discussion est prématurée. Il dit aussi qu'elle a été mal posée. Sur ce deuxième point je suis d'accord avec lui. Mais ce n'est pas de la faute des communistes. La responsabilité en revient tout entière à ceux qui veulent que la question ne soit pas posée du tout.

A. ROSMER.

Les Défaites de l'Impérialisme français

La semaine qui vient de s'écouler a été marquée par trois graves échecs de la politique militariste et impérialiste, que le gouvernement français n'a pas cessé de mener sous des formes diverses depuis la guerre.

A Washington

La conférence dite du désarmement se poursuit, elle ne réalisera évidemment pas les espoirs utopiques que la presse bourgeoise a essayé de faire naître, mais elle établira fortement la prédominance maritime des deux puissances anglo-saxonnes : l'Angleterre et les Etats-Unis. Après s'être assuré le premier rang à égalité, Londres et Washington ont ménagé la deuxième place au Japon. Mais lorsque la France a émis la prétention d'avoir le droit de construire des navires jusqu'à concurrence de 350.000 tonnes, chiffre accordé au Japon, l'opposition de l'Angleterre s'est manifestée par un brutal communiqué de presse et celle des Etats-Unis pour être restée dans la pénombre diplomatique n'en a pas été moins précise. Quant à l'Italie qui veut être à égalité avec la

France, mais qui ne veut pas construire de nouveaux navires, elle a protesté avec véhémence.

En même temps le gouvernement de Londres proclamait son intention de réclamer l'interdiction des sous-marins, qui tiennent une grande place dans le programme français.

Sur le premier point M. Briand a dû céder. Il a fait savoir qu'il se ralliait au programme de M. Hughes qui lui accorde à égalité avec l'Italie 168.000 tonnes. C'est donc une réduction de plus de moitié sur le programme de l'état-major de la rue Royale que la France, après une vaine tentative, a dû accepter.

Une autre bataille diplomatique se livrera sur la question des sous-marins. L'Angleterre instruite par les pertes effroyables que ces engins utilisés par l'Allemagne lui ont infligées, voudrait être débarrassée de cette menace. C'est sans doute pour pouvoir mieux résister sur ce point que le gouvernement français s'est résolu à abandonner du programme de construction de grosses unités.

A Berlin

M. Wirth, le chancelier de l'acceptation, l'homme qui prit le pouvoir en Allemagne pour éviter l'occupation de la Ruhr en souscrivant à l'ultimatum, a déclaré officiellement que l'Allemagne ne pourrait, à partir de janvier, remplir les engagements qu'il avait contractés en son nom.

L'incident a permis de mesurer l'affaiblissement que ses défaites diplomatiques ont infligé à l'impérialisme français. M. Briand n'a plus parlé de *main au collet*, de sanctions nouvelles, d'occupation de la Ruhr.

L'isolement de la France est aujourd'hui complètement réalisé et son chef de gouvernement, devant la déclaration allemande, est obligé d'aller à Londres envisager la révision du traité de Versailles et de prévoir quelles concessions il fera pour éviter que cette révision se fasse sans lui et contre lui.

A Londres

À l'heure où nous écrivons ces lignes nous ne savons pas encore ce qu'il est advenu de l'entrevue Briand-Lloyd George, mais la lecture de la presse anglaise montre que le ministre français n'a pas été reçu en triomphateur.

Le *Daily Chronicle*, le journal officieux de M. Lloyd George, dont le rôle principal est de vulgariser les conceptions du Premier anglais, déclare sans ambages qu'il ne peut plus être question de régler la crise européenne par des conversations et des conférences limitées, mais qu'il faut appeler dans la même assemblée, « non seulement les Alliés, mais les ex-ennemis, *non seulement les ex-ennemis, mais encore la Russie* ».

Le militarisme français reçoit du *Daily Chronicle* ce grave avertissement :

L'opinion britannique, profondément troublée comme elle l'a été par l'attitude française à la Conférence de Washington au sujet du désarmement militaire et au sujet du désarmement naval, ne sanctionnera jamais notre aide financière accordée à la France avant qu'il y ait une assurance satisfaisante que ce qu'elle obtient par nos sacrifices ne sera pas dépensé pour des fanfaronnades. Nous devons, de plus, la voir disposée à réprimer son ardeur militaire et donner avec nous dans toute l'Europe l'exemple de l'économie pacifique qui se trouve impliquée dans le fait de substituer aux occupations armées des accords raisonnables.

Et plus loin revenant sur la question russe après avoir déclaré que l'acceptation par la France d'une conférence où les Soviets seront admis sera la *pierre de touche* permettant de

juger la politique française, le journal de Lloyd George continue :

Si son entrée à la conférence est accordée, si la proposition de Lénine de reconnaître les dettes d'avant-guerre de la Russie est acceptée comme le point de départ d'une négociation précise, alors il sera absolument évident que la France, comme nous-mêmes, ne veut aucune demi-mesure, mais qu'elle s'occupe réellement de tenter une pacification de l'Europe sur toute la ligne. Sinon, nous saurons que son esprit reste différent, et nous aurons pour le moment à former une ligne de conduite en conformité.

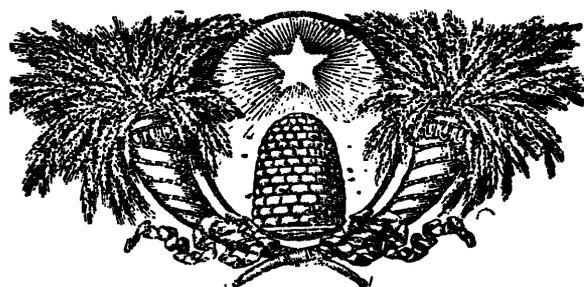
La France chauvine, la France bourgeoise dont toute la politique extérieure a pu se résumer dans les formules : *l'Allemagne paiera, les Soviets hors la loi* , voit aujourd'hui cette conception primitive et barbare de la vie internationale se heurter à l'opposition universelle.

Mais du même coup c'est l'avenir prochain du capitalisme que la prochaine conférence réglera.

Si la France peut maintenir en Europe sa politique militaire, tout semblant d'équilibre économique sera impossible à rétablir et le capitalisme entrera dans une période de crises successives et sans doute mortelles.

Si au contraire sous la pression de l'Angleterre l'unité capitaliste se reforme en Europe, le prolétariat de tous les pays peut s'attendre à voir s'organiser au-dessus de lui une Internationale capitaliste dont la puissance et la concentration représenteront peut-être la dernière forme du capitalisme, mais en tout cas la plus forte et la plus oppressive qu'ont ait jamais vue.

Robert PELLETIER.



POUR PARAITRE LE 25 DECEMBRE
ET SADOUL ?
 par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40
 En vente à la librairie de l'« Humanité ».

La Faillite Allemande

Les Conséquences de l'Inflation fiduciaire ⁽¹⁾

La circulation du papier-monnaie en Allemagne a augmenté de 1.258 millions pendant la troisième semaine et, dit-on, de 4.479 millions pendant la quatrième semaine de novembre !

Nous avons analysé, dans un précédent article, les causes de ce déluge de banknotes. Examinons aujourd'hui les conséquences qui en découlent, tant pour l'Allemagne que pour les autres nations.

La prime à l'exportation

La dégringolade fantastique et continue du mark a produit d'abord un résultat fatal : le coût des marchandises allemandes s'est avili à tel point que Français, Belges, Danois, Hollandais, Espagnols, Anglais, Américains, Suédois, ont afflué en masses sur le marché allemand, où le commerce n'avait jamais connu de pareilles recettes. Les magasins de chaussures, de nouveautés et d'alimentation ont été littéralement mis à sec, bien que les marchands aient quelquefois doublé leurs prix.

Le long des frontières, les magasins les mieux fournis ont été vidés de leurs stocks et ont dû limiter à quelques heures la durée quotidienne de la vente. Cette liquidation générale (Ausverkauf) a revêtu un caractère de gravité tel que les pouvoirs publics ont pris des mesures pour l'enrayer et même, en certains points, ont fermé les frontières.

La hausse des prix

Si les étrangers ont réalisé de brillantes affaires, les Allemands, par contre, en ont fait tous les frais, car tous les articles de vente courante, à commencer par les plus essentiels, ont subi en quelques semaines des hausses de 50 à 120 %. Les salaires n'ont naturellement pas suivi la même progression, et les prolétaires qui n'ont rien d'autre à vendre que leur travail, n'ont jamais connu pareille crise d'appauvrissement.

Depuis novembre, une véritable folie d'achats a gagné en Allemagne tous les milieux. Tous, dans la mesure où ils ont des économies, s'en débarrassent pour acquérir des valeurs-or ou des valeurs réelles : actions industrielles, marchandises, etc. Il s'ensuit une allure vertigineuse dans la hausse des prix, ainsi qu'on en pourra juger par les exemples ci-dessous :

	Prix au 1 ^{er} nov.	Prix au 26 nov.
Toile (le mètre).....Marks	18 »	36 »
Drap —	85 »	170 »
Un ressemelage	50 »	90 »
Margarine (le kilo).....	30 »	58 »

Naturellement, les salaires ne suivent que de très loin la hausse des prix ; si on calcule le salaire en kilos de pain, on peut dire que l'ou-

vrier français est payé à raison de 25 à 30 kilos de pain par jour, tandis que l'ouvrier allemand, avec des charges de famille plus lourdes, ne touche que l'équivalent de 10 kilos et non de 15 comme on l'a affirmé.

Ce renchérissement n'est pas seulement provoqué par le jeu naturel de la loi de l'offre et de la demande, mais aussi par la dévalorisation du mark sur le marché financier, laquelle provoque, mais en sens inverse, une hausse proportionnelle sur les produits importés des pays à change élevé.

L'activité industrielle

Mais cet écart des prix entre le marché national et le dehors s'est produit dans un pays où l'industrie, vigoureusement et scientifiquement organisée, est depuis longtemps tournée vers l'exportation. Aussi les avantages du change déprécié n'ont-ils pas tardé à se faire sentir : l'Allemagne, sans attendre au chiffre de ses exportations d'avant-guerre, étant donné le resserrement actuel du marché, a quand même inondé le monde de ses produits et bousculé toutes les barrières douanières.

La plupart des industries travaillent à plein rendement, et dans beaucoup d'usines on a rétabli les trois équipes alternatives de 8 heures chacune. Les carnets de commandes sont remplis et la production de certaines firmes est engagée pour dix-huit mois. Le nombre des chômeurs atteint 120.000 à peine, c'est-à-dire le chiffre du temps de paix.

Le monde se trouve donc en présence d'un Etat allemand acculé à la faillite et à peu près insolvable et d'une industrie allemande dont la puissance d'exportation est irrésistible !

La hausse des valeurs industrielles

Nos chauvins prennent prétexte de cette situation paradoxale pour soutenir qu'il ne faut pas prendre au sérieux les menaces de faillite de l'Etat allemand, et ils dénoncent les augmentations de dividendes et de capital social des Sociétés anonymes comme une preuve évidente de la fabuleuse richesse de l'Allemagne.

Sophisme imprudent, et qui montre à quel point en France l'intelligence a perdu ses droits.

Les cours des valeurs industrielles allemandes, les dividendes et les augmentations de capital sont aussi factices qu'extraordinaire et ont pour causes essentielles l'inflation et la spéculation.

Il est indéniable que la dépréciation de la monnaie a contraint l'industrie allemande à de considérables appels de fonds. Il est également exact que les dividendes moindres que 20 % sont relativement rares ; mais il faut tenir compte des faits que ces dividendes sont exprimés en marks-papier, tandis que, le plus souvent, les valeurs

(1) Voir l'avant-dernier numéro du *Bulletin*

inscrites au bilan représentent des constructions et des immobilisations antérieures à la guerre et sont ainsi exprimées en marks-or. Ces bénéfices en marks-papier, qui reposent sur des valeurs-or, sont nominalement élevés, mais en réalité ils représentent un profit moindre que celui d'avant-guerre. En ramenant tout à l'étalon-or, ce profit, d'après M. von Berenberg-Gossler, ne dépasse pas un ou deux pour cent.

On a calculé, par exemple, que, pour une affaire florissante, la mine *Harpener*, dont les cours étaient cotés à la Bourse de Paris, le dividende 1913 était de 70 marks pour une action de 1.000 marks (valeur-or), alors que cette année le dividende est de 200 marks pour une action de 12.000 marks (marks-papier) ; mais les 70 marks 1913 valaient 87 francs, tandis que les 200 marks 1921 ne valent plus que 12 francs !

Epuisement de la capacité d'achat

Derrière cette fureur d'achats, cette production intense et cette vague des valeurs industrielles, il faut d'ailleurs prévoir, et à brève échéance, un arrêt des transactions, l'atonie du marché intérieur, la paralysie du commerce extérieur et une crise de chômage qui risque d'être épouvantable. Et c'est une crainte angoissante que le chancelier Wirth exprimait en ces termes au Reichstag dans la séance du 16 décembre : « *En Allemagne, nous avons, grâce à la baisse du change, une prospérité factice qui sera peut-être suivie dans quelques mois d'un réveil terrible* ».

L'exportation n'est rémunératrice qu'à la condition de procurer une puissance d'achat sur le marché extérieur. Or, le prix actuel d'un objet quelconque, vendu par l'Allemagne, ne représente qu'une partie du prix de la matière première qu'il faut racheter pour produire de nouveau le même article.

Dès qu'apparaîtront sur le marché les marchandises allemandes fabriquées avec des matières premières achetées au cours actuel du dollar, la hausse des prix sera tellement fantastique que les achats s'arrêteront et la production aussi.

L'exportation allemande est donc, dans une certaine mesure, un cadeau fait à l'étranger, et si ce désarroi économique offre à quelques particuliers une occasion de s'enrichir, la nation, par contre, s'appauvrit et perd progressivement sa force de production.

La stabilisation du marché

Toute variation brusque et accentuée du mark menace l'Allemagne d'une catastrophe : toute hausse du mark devant entraîner non seulement un arrêt dans l'exportation, mais aussi de lourdes pertes pour les Allemands porteurs de devises étrangères et de valeurs industrielles. En revanche, si le mark continue à baisser, c'est la faillite à brève échéance, c'est le ravitaillement des villes qui peut se trouver compromis, les paysans ne voulant plus donner leurs produits contre un papier-monnaie sans valeur. Le remède serait-il dans une stabilisation du mark ?

La question est d'abord de savoir comment stabiliser le mark. Pour cela, nos nationalistes préconisent un certain nombre de moyens héroïques : augmenter les impôts allemands, réduire le nombre des fonctionnaires, supprimer la journée de 8 heures, supprimer aussi les dépenses inutiles, comme celles du ministère de la Guerre (le militarisme n'étant inutile et odieux que lors-

que l'épithète d'Allemand peut y être accolée), contrôler les douanes, etc. C'est la mise en tutelle du Reich, dont nous reparlerons.

Mais en attendant que cette diplomatie à coups de sabre ait produit ses heureux résultats, on peut se demander quelles seraient les suites immédiates d'une stabilisation du mark. Or, cette stabilisation provoquera, mais à plus longue échéance, les mêmes effets que la hausse, en amenant l'équilibre de la valeur du mark à l'intérieur et à l'extérieur et en brisant ainsi la force d'expansion qui résulte de la *baisse continue* de la monnaie allemande.

Au bout de quatre mois de stabilité monétaire (c'est le temps moyen qui s'écoule entre l'importation de la matière première et la réexportation de la même matière transformée), la concurrence et la défense douanière redevenaient possibles pour les autres pays industriels et la poussée allemande sur les marchés extérieurs est entravée, à moins d'être maintenue au prix d'une nouvelle crise de *dumping*, aux dépens de l'acheteur allemand. De toutes façons, l'Allemagne ne pourrait jouir du bénéfice d'un change stabilisé qu'en traversant au préalable une crise économique extrêmement grave.

La saisie partielle des richesses acquises

La nécessité de trouver des ressources pour payer les réparations avait amené le gouvernement à étudier, il y a six ou sept mois, un projet de saisie partielle des richesses appartenant aux particuliers. Le ministre de l'Economie d'Empire proposa de faire participer aux charges de l'Etat les propriétés agricoles, foncières, industrielles et commerciales ; la saisie de ces biens aurait eu lieu sous la forme d'une *dette hypothécaire de premier rang* et aurait donné un capital de 382 milliards, soit 100 milliards de plus que la dette allemande.

Pour échapper à ce projet de saisie des *valeurs réelles*, la Fédération des Industriels allemands, dans son Congrès de Munich, tenu en octobre, offrait de mettre le crédit de l'industrie allemande à la disposition de l'Etat, pour permettre à celui-ci de faire face à ses charges financières. Cette aide aurait eu lieu sous forme d'un emprunt-or, émis à l'étranger et gagé sur les biens immobiliers des membres de l'« Association de Crédit ».

Mais, en novembre, la Fédération des Industriels tenait à Berlin une seconde réunion et elle renouvelait son offre sous forme d'ultimatum, demandant à l'Etat de pratiquer une politique d'économie, de *dénationaliser* les chemins de fer, les postes, les télégraphes, les téléphones, et de délivrer l'industrie de tout contrôle d'Etat.

Ainsi, la grande industrie affirme sa volonté de diriger le sauvetage financier de l'Allemagne, mais elle refuse d'aider un gouvernement qui ne rompra pas avec toutes les expériences de socialisation et de nationalisation. C'est le déclenchement de la grande offensive de réaction sociale. Les capitalistes, fortement unis, veulent triompher à la fois et de la crise et de la résistance ouvrière.

L'évanouissement de la créance alliée

Cette manœuvre des dirigeants de la Fédération des Industriels est d'ailleurs à deux fins : le privilège conféré à l'Entente comme garantie des réparations porte en effet sur les biens de l'Etat, à l'exclusion des richesses privées. En reprenant à leur compte les entreprises publiques, les gros capitalistes allemands vont ainsi soustraire aux Al-

liés. les gages de leur créance, tout en s'assurant à eux-mêmes de nouvelles sources de profit.

Cette créance elle-même devient de plus en plus problématique. Elle est essentiellement irrécouvrable et les moyens de la réaliser font l'objet d'une révision continue. Les accords succèdent aux accords, ils déplacent les difficultés sans en changer le total.

En admettant que les Allemands puissent payer la dette de 182 milliards-or qu'on leur a imposée, la recherche des devises nécessaires à ces énormes règlements entrainerait des mouvements de hausse et des remous de baisse tels que le marché mondial en serait bouleversé. Il ne semble pas que les Alliés aient prévu cette vengeance des fatalités économiques.

Mais l'Allemagne ne peut pas payer ; elle ne pourrait le faire qu'avec un budget en excédent ; or, son budget est en déficit, et l'on ne voit aucun moyen de l'équilibrer. Une Allemagne riche, seule, serait capable de payer ses dettes sans se ruiner. L'Allemagne d'aujourd'hui a une balance économique négative et tout effort qu'elle effectue pour payer ne fait que la rendre plus insolvable.

La situation se complique du fait que l'Allemagne n'est pas seulement un débiteur, elle est aussi un *client* et un concurrent. Pour se libérer de ses obligations, l'Allemagne doit exporter, et ses marchandises font une concurrence terrible aux produits similaires fabriqués en Amérique et en Angleterre. De plus, l'Allemagne, en payant ses dettes se démunie de disponibilités qui seraient mieux employées à l'achat de marchandises anglaises, — du moins les Anglais le pensent ainsi, et ils ne l'ont pas envoyé dire ; ils se prononcent pour un moratorium dont l'effet serait de relever le mark ; alors, dans une renaissance de leurs exportations, aujourd'hui bien malade, et avant tout dans leurs échanges avec l'Allemagne, les Anglais retrouveraient comme vendeurs les bénéfices qu'ils perdent aujourd'hui comme créanciers.

En cette affaire, on ne raisonne pas à Paris comme à Londres, car si les Allemands ne paient pas, — comme il est probable, — ce sont les Français qui devront trouver dans leur bas de laine les milliards inscrits au budget des dépenses recouvrables. Le franc est solidaire du mark, et toute menace allemande de non-paiement est immédiatement suivie d'une baisse du franc.

Comment faire pour que l'Allemagne aie à notre disposition les milliards sans lesquels nous serons, nous aussi, acculés à la déconfiture ? Pendant que les Anglais proposent le moratorium, nos chauvins et nos impérialistes parlent d'équilibrer le budget du Reich en établissant un contrôle sur les recettes et les dépenses allemandes.

La Turquification de l'Allemagne

Les uns proposent de contrôler les émissions de la Banque d'Empire, les tarifs ferroviaires et postaux, les exportations et les douanes ; d'autres nous affirment que le gouvernement allemand a les moyens de forcer la main aux industriels pour qu'ils assurent les échéances de janvier, de février et d'avril ; M. André Fribourg voudrait gager un emprunt international sur le domaine du Reich et transférer les chemins de fer allemands à la Commission des Réparations ; il en est enfin qui rêvent d'occupation militaire, de conquêtes et de colonisation. Tout ceci revient à exiger du chancelier Wirth une petite lpace dans son gouvernement pour les représentants de l'Entente, promu à la dignité de tuteur.

La solidarité franco-allemande est un fait, un argument qui se vérifie de lui-même. Cette solidarité pourrait se manifester d'une manière amicale ou tout au moins cordiale, si l'exploitation capitaliste était autre chose qu'une forme déguisée de violence. Nos diplomates, nos militaires et nos financiers conçoivent au contraire cette solidarité comme la collaboration du maître et de l'esclave, c'est-à-dire comme le perpétuel dépouillement du second par le premier.

Et voici que Barthou fulmine : en février prochain, la France aura besoin de toutes ses forces militaires !

Qui pourrait empêcher nos maîtres de perpétuer leurs desseins impérialistes ? L'Amérique et l'Angleterre ? Elles ne peuvent pas grand'chose contre l'argument péremptoire qu'est une armée de 800.000 hommes. La classe ouvrière ? Elle est bien trop occupée à s'entre-déchirer.

Avant peu, la mise en esclavage de cette Allemagne, qui surproduit et cherche partout des débouchés, et dont la population, déjà très dense, continue à croître rapidement, soulèvera bien d'autres problèmes que celui du paiement des réparations : c'est la paix du monde qu'il faudra préserver.

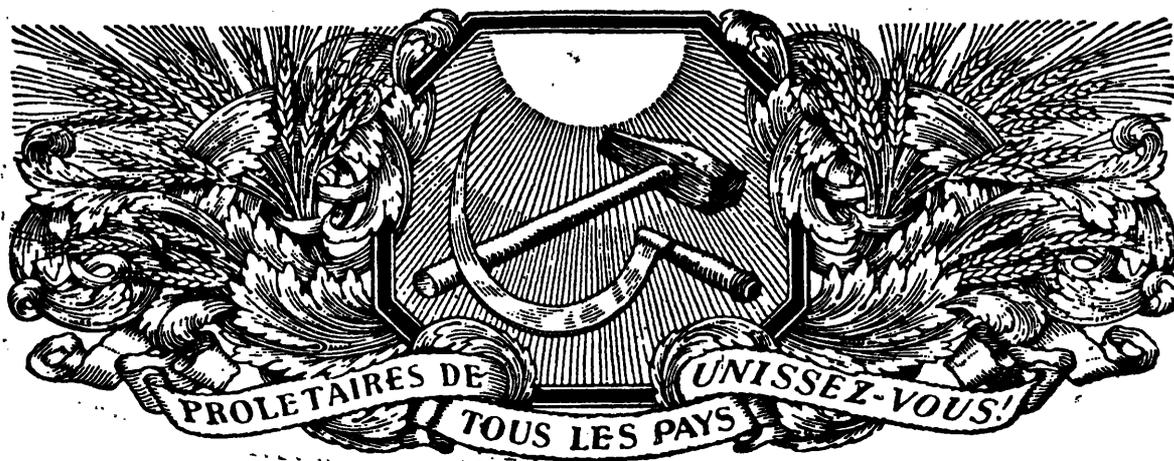
A. KER.



Bibliothèque - - Communiste ∞ PARIS ∞

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTIENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunes Communistes</i>	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> ..	épuisé
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	épuisé
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
... <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé
<i>Hommage à la République des Soviets par H. Barbusse, etc.</i>	1 25

Tous ces ouvrages sont en vente à la Librairie de l'HUMANITÉ.



Le Parti Communiste Russe pendant la Révolution

L'article suivant de notre camarade Zinoviev, paru le 3 décembre dans la Correspondance Internationale, nous parait compléter utilement l'étude sur les origines du parti bolchevik dont nous avons, dans notre précédent numéro, achevé la publication.

Au début de 1917, notre Parti était numériquement faible. En avril 1917, il réunissait à Pétersbourg sa première Conférence panrusse. 133 délégués, avec voix délibérative, y représentaient 76.597 membres. Au total, 79.174 membres et sympathisants étaient représentés, se répartissant comme suit : Pétersbourg, 4.597 ; Moscou, 7.000 ; environs de Moscou, 1.500 ; Oural, 14.600 ; Donetz, 5.433 ; Saratov, 1.600 ; Ivanovo-Vozniéssensk, 3.654 ; Sormovo, 2.009 ; Samara, 2.800 ; Kazan, 400. C'est avec ces faibles effectifs que notre Parti entra dans la révolution.

Et, pourtant, nous étions dès lors, indubitablement, un parti de masses. Car il n'est pas nécessaire qu'un parti de masses soit toujours nombreux. Le Parti Ouvrier russe devint un parti de masses vers 1890. Les bolcheviks, qui paraissaient en 1903 n'être qu'une secte, devinrent un parti de masses en 1904-1905. Quand, en 1905, notre troisième Congrès proclama le mot d'ordre de la grève générale et de l'insurrection, il ne fit qu'exprimer les aspirations et la pensée de milliers de prolétaires avancés avec lesquels nous étions en contact. En 1905, nous inspirions, tout au moins dans la seconde phase de ses travaux, le Soviet de Pétersbourg. Au cours de l'insurrection de Décembre, à Moscou, nous étions à la tête de masses que nous conduisîmes ensuite en 1906 contre le ministère cadet.

Réduits par la réaction à une vie clandestine, les effectifs de notre Parti diminuèrent fortement. En 1908-1910, nous n'avions guère plus d'une dizaine de milliers de membres. Mais en contact étroit avec le prolétariat et surmontant les ten-

dances qui nous en eussent séparés, nous restions encore un parti de masses.

A la résurrection du mouvement, après les fusillades d'ouvriers des mines de la Léna, pendant les grèves de 1912-1913 et notre lutte victorieuse contre les mencheviks, à l'époque de la *Zvezda* et de la *Pravda*, nos succès prouvent que nous sommes toujours un parti de masses.

Au début de la guerre impérialiste, en 1914, quand les ouvriers de Pétersbourg se posent la question de la participation aux Comités d'Industrie de Guerre, nous obtenons parmi eux la majorité. Nous ne l'avons plus au début de la révolution de 1917. Je me souviens de notre étonnement douloureux lorsque, rentrés en Russie, nous trouvâmes au Soviet de Pétersbourg une infime minorité bolchevique. La cause de cette situation était dans la crise internationale du mouvement ouvrier en proie au social-patriotisme. Mais il nous fut donné de reconquérir promptement et solidement les positions perdues.

De 80.000 membres environ que nous avions au début de la révolution, 25.000 tout au plus étaient d'anciens militants, les autres n'ayant adhéré qu'après la chute du tsarisme. Mais nos organisations avaient poussé des racines profondes dans tous les mouvements ouvriers. C'est ce qui devait leur permettre d'accomplir leur œuvre.

Au lendemain de novembre 1917, le Parti, presque entier, entre dans les soviets et dans les institutions soviétistes. Tous ses dirigeants sont absorbés par les soviets, et cela est aussi vrai de la plupart de ses membres. C'est que la tâche des Soviets est d'organiser le nouvel Etat sur les ruines de l'ancien. C'est que, depuis plusieurs mois, toute l'action s'est concentrée sur ce point : tout au pouvoir des Soviets / Le pouvoir est conquis mais il faut créer le système des Soviets dans le pays entier, et ce n'est pas trop pour ce labeur de toutes les forces du Parti. Le travail propre de celui-ci semble diminuer.

En 1918, un mouvement de retour « vers le Parti » se dessine. Le système des Soviets est

créé. Mais nous commençons à discerner les maladies dont il va souffrir : bureaucratie, paperasserie, éloignement des masses, griserie du pouvoir de fonctionnaires, etc. Seul le Parti peut corriger les fautes, rétablir le travail, changer les institutions et les hommes, dresser le bilan d'une immense expérience, apprendre aux travailleurs à diriger l'Etat. De plus en plus, en 1918, le rôle dirigeant du Parti apparaît, avec netteté, aux yeux mêmes des sans-parti.

La guerre civile commence et s'étend. Nous entreprenons de former l'armée rouge. Ou nous y réussirons, ou nous succomberons. Et c'est le Parti Communiste qui crée l'armée rouge, chose que n'ont pas encore comprise ni nos adversaires bourgeois, ni nos adversaires socialistes. Quand ceux-ci se sont demandé par quel miracle s'est créée l'armée rouge, ils ne se sont pas rendu compte que le noyau en a été fourni d'abord par quelques dizaines de milliers, ensuite par environ 200.000 prolétaires d'entre les meilleurs groupés dans notre Parti. Jamais on n'eût résolu le problème des cadres de l'armée rouge sans le Parti. Et le rôle décisif de son avant-garde dans la guerre civile devait s'attester une dernière fois en 1921 pendant les journées de triste mémoire de Cronstadt.

En 1919, la semaine de propagande coïncide avec les heures les plus difficiles pour la république. Youdénitch, Koltchak et Dénikine sont en pleine avance. Et c'est précisément à cette heure que le Parti attire à lui, comme un aimant, l'élite de la classe ouvrière. Des 200.000 nouveaux membres que nous acquérons alors, la plupart sont restés et resteront avec nous.

Le quatrième anniversaire de la révolution a surpris le Parti dans une phase très curieuse de son développement. Depuis trois mois, il épurait inflexiblement ses rangs. Depuis la fin de la guerre civile, le besoin d'une épuration générale se faisait sentir. En des années de dictature victorieuse, le Parti avait dû attirer bien des éléments étrangers, bien des arrivistes. Aussitôt que les circonstances l'ont permis, nous avons procédé à l'épuration. Ce n'a pas été assurément sans commettre çà et là des fautes et des injustices, mais le résultat n'en sera pas moins heureux dans son ensemble. Au point de vue des idées, comme au point de vue de sa composition sociale, le Parti sort de l'épuration plus homogène.

Une mesure aussi mécanique que l'épuration ne put cependant le guérir radicalement des maux que lui impose la période actuelle de transition. Par l'épuration, nous avons gagné un rapprochement plus étroit avec les masses et gagné en prestige. Au cours des dernières élections du Soviet de Pétrograd, pas une voix ne s'est élevée pour nous reprocher la présence parmi nous d'éléments indignes.

Notre Parti garde environ un demi-million de membres. Il nous serait facile de doubler ou tripler ce chiffre si nous cherchions le nombre. Mais notre force est de ne pas le chercher. L'auteur de ces lignes n'est pas de ceux qui pensent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, et ces succès ne l'empêchent pas de se rendre compte des difficultés auxquelles notre Parti aura encore à faire face pendant longtemps et des maladies qu'il devra combattre. Notre Parti a perdu de son homogénéité de classe. Dans plusieurs organisations importantes, les ouvriers d'industrie y sont en minorité. Nous devons suivre avec attention les modifications de sa composition sociale, et les statistiques qui nous les montrent sont de nature à suggérer de sérieuses réflexions.

Vainqueur de tous les autres partis, le nôtre a l'avantage d'être le seul dans l'arène légale. Et qu'on ne vienne pas dire que nous avons vaincu les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires par de seules répressions. Nous avons connu nous-mêmes, pendant des années, les pires répressions. Elles ne nous ont pas anéantis. Notre victoire est due à ce que le Parti Communiste russe est le seul qui ait exprimé et défendu sagement les intérêts de la révolution mondiale. Les mesures de répression que nous avons dû adopter n'ont été couronnées de succès que parce que nos ennemis, après leur banqueroute, étaient d'eux-mêmes en voie de disparition politique.

Mais notre situation légale privilégiée comporte de grands dangers. Il est facile de combattre le petit nombre de ceux qui n'entrent dans le Parti que pour le désorganiser à l'intérieur. Mais étant le seul parti légal, nous attirons naturellement à nous une bonne partie de ceux qui, en d'autres circonstances, rentreraient dans les partis petits-bourgeois. A l'heure actuelle, la plupart de ceux qui veulent participer à la vie politique du pays (et parfois même à la vie économique) doivent ainsi ou autrement adhérer au Parti. Ces éléments sont loin d'être toujours communistes. Les difficultés économiques que nous devons affronter longtemps encore nous mettent ainsi en présence du danger de voir certains de nos membres contaminés par l'esprit bourgeois. Ces faits expliquent l'ardeur des discussions de l'année dernière et notamment de celles qu'a suscitées l'« opposition ouvrière ».

Au cours de la quatrième année de la révolution, notre Parti a brusquement modifié son orientation économique. Tous ses membres sont encore loin de bien comprendre les changements survenus, mais il est déjà certain que la scission espérée par nos ennemis ne se produira pas parmi nous. Elle ne se produira pas, pour cette excellente raison qu'il n'y a pas, dans la situation actuelle, d'autre issue que celle que nous avons trouvée. Nos camarades mécontents s'en rendent compte. Mais il faut que notre Parti sache, comme toujours, voir la vérité en face, qu'il ne se dissimule rien des dangers intérieurs et que persévérant dans la voie, inéluctable en période de dictature, de la légalité d'un parti unique, il sache bien les inconvénients et les risques qui s'y rattachent.

Pour finir, nous indiquerons, à son actif, que notre Parti a fait tout ce qui était en son pouvoir pour réunir les travailleurs révolutionnaires du monde dans l'Internationale Communiste, où il occupe maintenant une place dont nous sommes fiers.

Ainsi, un parti qui n'avait en avril 1917 que 80.000 membres, a pu accomplir une œuvre immense. « Sois un pionnier et un organisateur contre la bourgeoisie », tel était notre mot d'ordre en 1917. « Sois un organisateur soviétiste », tel fut notre mot d'ordre en 1917-18. « Sois un soldat rouge », dismes-nous en 1918-19-20.

« Sois un organisateur de la production », disons-nous aujourd'hui au travailleur russe. Et nous pouvons déjà nous flatter des résultats acquis dans cet ordre d'idées.

Aussi pouvons-nous conclure qu'il n'est pas de plus noble titre que celui de membre d'un Parti Communiste et que rien ne peut nous être plus cher que l'organisation incomparable qui a déjà tant fait pour la libération de la classe ouvrière et qui contribuera à lui donner la victoire complète !

G. ZINOVIEV.

Le Bolchevisme comme Doctrine Marxiste de la Dictature Révolutionnaire

Pour mettre fin aux tentatives des réformistes de faire passer le mouvement révolutionnaire russe pour un mouvement anarchiste, étranger aux conceptions révolutionnaires du prolétariat d'Occident, Lorient, dans un de ses articles, a défini le bolchevisme comme « marxisme en action ». Il a, évidemment, voulu opposer le bolchevisme au brackisme, ce marxisme d'inaction et de verbosité réformiste, et, à ce titre, sa définition mérite d'être retenue et mentionnée.

Mais, en somme, ce n'est que la réhabilitation du bolchevisme, des accusations stupides et des calomnies infâmes dont il a été accablé par les plumitifs bourgeois et... autres ; mais ce n'est pas une définition.

Tout d'abord, elle contient un pléonasme, car le marxisme est toujours « en action ». Le marxisme n'est pas seulement une doctrine abstraite. Il ne se contente pas de constater des phénomènes et d'exposer, dans un système méthodique, les lois de ces phénomènes, comme le font toutes les sciences. Il fait plus. Il indique au prolétariat le chemin le plus court pour arriver à son émancipation.

Si les contours généraux du communisme se dessinaient déjà avant Marx et Engels ; si Babeuf et, après lui, les utopistes l'ont partiellement entrevu comme le but vers lequel l'humanité se dirige, c'est seulement le marxisme qui indiqua les moyens d'atteindre le but, de réaliser le grand rêve. Le marxisme, c'est toute l'activité prolétarienne dirigée vers la réalisation de l'idéal communiste. Et le bolchevisme n'est autre chose qu'une réaction, une vigoureuse opposition contre toutes les tentatives pour faire sortir le mouvement ouvrier de la lutte de classes et de l'internationalisme intransigeant.

Le bolchevisme est le marxisme tout court. Ce qui veut dire qu'il est toujours en action et que son action est toujours révolutionnaire. Le réformisme, qui se passe parfois de phraséologie marxiste, n'est qu'une caricature du marxisme. Il est indigne de s'en réclamer, car il transforme la grande idée du déterminisme social en automatisme historique et, au lieu de l'action révolutionnaire, prêche et pratique une sorte de quiétisme parlementaire.

Mais, outre ce pléonasme peut-être voulu, la définition de Lorient — « le bolchevisme, marxisme en action » — a cet inconvénient qu'elle ne dissipe pas le préjugé assez répandu, d'après lequel le bolchevisme est le marxisme en action pour la réalisation immédiate du régime communiste.

En effet, le bolchevisme n'est connu des larges masses du prolétariat d'Occident que dans cette deuxième phase de son histoire et très souvent est confondu avec le maximalisme, anarchiste ou anarchisant, hostile, par principe, à toute action pour l'aboutissement des revendications partielles, et qui n'accepte, en aucun cas, aucun programme minimum.

Et pourtant, avant que la guerre eût créé la si-

tuation révolutionnaire mondiale et eût mis à l'ordre du jour, devant le prolétariat international, la question de la conquête immédiate du pouvoir politique, le bolchevisme menait une action énergique et révolutionnaire en vue de la transformation du tsarisme absolutiste russe en république démocratique. Cette première phase de son histoire était marquée par la lutte pour la réalisation du *programme minimum* du parti ouvrier social-démocrate russe, qui était le même pour ses deux fractions bolcheviste et mencheviste. Les divergences de vues entre ces deux fractions se portaient, non sur le programme-minimum dont le point principal était la convocation de la Constituante pour l'établissement de la république démocratique basée sur le suffrage universel, mais sur les questions de tactique, principalement sur la nécessité de la dictature dans la révolution à venir.

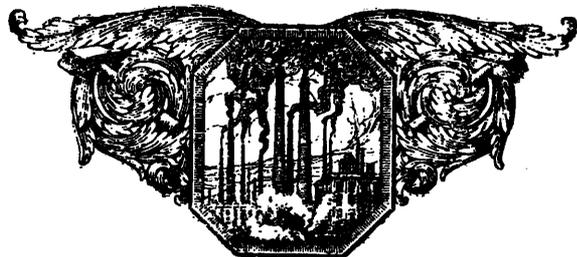
Lénine, en s'emparant de la méthode du marxisme et en conformité absolue avec les principes généraux de celui-ci, a développé les germes de la théorie de la dictature révolutionnaire qui se trouvaient disséminés dans les ouvrages du grand communiste qu'était Karl Marx.

Il a créé toute une théorie de la révolution *bourgeoise*, que la Russie avait à accomplir. Il a défini, en outre, le rôle du prolétariat dans cette révolution *bourgeoise*, menée contre la bourgeoisie, et a démontré que la condition absolument indispensable du triomphe de cette révolution était la *dictature du prolétariat et de la paysannerie*.

En comparant les idées du bolchevisme dans cette première phrase avec celles concernant la révolution communiste où il n'y a que la question de la dictature du prolétariat seul, nous pouvons tirer le trait caractéristique de cette doctrine et donner sa définition en disant que le *bolchevisme est une théorie marxiste de la dictature révolutionnaire du prolétariat*.

« Le social-démocrate, c'est le jacobin armé des conceptions historiques du marxisme », écrivait Lénine en 1902 dans sa célèbre brochure « *Que faire ?* », en se défendant contre les accusations d'être plutôt jacobin que socialiste.

JULES JEAN.



Chronique Internationale

ALLEMAGNE

Le *Kommunistischer Pressedienst* (Service de Nouvelles communistes d'Allemagne) publie cette semaine les deux articles suivants, que nous croyons tout à fait nécessaires de soumettre à nos lecteurs :

Jusqu'ici les nouvelles sur les événements économiques et politiques ont été en grande partie publiées par la bourgeoisie. Or, la bourgeoisie, faisant nécessairement une politique de classe, il lui est impossible de rapporter impartialement les faits politiques ou sociaux. C'est pourquoi le Parti Communiste, ainsi que le prolétariat dans son ensemble, se voit souvent hors d'état d'examiner un événement politique dans sa vraie lumière et d'en tirer les conséquences pour l'action prolétarienne qui devrait en découler.

La bourgeoisie, en s'emparant du service des nouvelles, a acquis une puissance formidable, qui ne lui permet pas seulement de s'informer sur tout ce qui se passe, mais encore d'exercer une influence décisive sur l'esprit du prolétariat.

Il est de notre devoir de combattre par tous les moyens l'influence des journaux bourgeois, et de nous arranger de façon que notre mouvement et notre propagande disposent des matériaux nécessaires. Pour y atteindre, il faudra que nous organisions nous-même un service de nouvelles. Nous pourrions ainsi mettre nos militants à même de juger en connaissance de cause, de toute nouvelle situation qui pourra se présenter, et d'user de tous les événements si minimes soient-ils, dans l'intérêt de la propagande.

De même il sera possible de cette manière de créer des rapports étroits entre les différents membres et les différentes organisations d'une part et la centrale de l'autre. La centrale sera ainsi en communication continue avec tous les membres du Parti et pourra prendre les mesures nécessaires d'une manière plus sûre et plus rapide. Tout notre Parti sera prêt à agir au premier signe qui lui sera donné.

Pour que ce service de nouvelles puisse fonctionner, il faut que tous les ouvriers révolutionnaires — ceux du Parti aussi bien que ceux qui sympathisent avec nous — y prennent une part active. Ils nous communiqueront des faits, sans épargner les détails, et sans se laisser influencer par les préjugés bourgeois. Nous apprendrons ainsi à connaître vraiment les sentiments des ouvriers, qui nous diront d'autant mieux les misères des prolétaires qu'ils les auront éprouvées dans leurs propres chairs. Ainsi nous serons à même de dévoiler aux yeux de tous, l'égoïsme et la brutalité qui règnent dans la société capitaliste.

Ce n'est qu'en montrant aux prolétaires, tous les jours, d'une façon concrète et vivante, ce qu'ils souffrent eux-mêmes, que nous pourrions leur ouvrir les yeux. Partant des visions que leur offre leur propre vie de lutte, ils comprendront ce que signifie la lutte des classes en grand, et verront la nécessité de prendre part à la révolution. Mais pour qu'il en soit ainsi,

et pour que nous ayons un service de nouvelles bien fait, il faut que chaque citoyen y collabore, car c'est ainsi que nous aurons à notre disposition les matériaux dont le parti a besoin comme de pain quotidien, pour éclairer les masses et les gagner à sa cause.

Disons à ce sujet que la *Rote Fahne*, l'organe officiel du K P D, consacre tous les dimanches une feuille à ce qu'elle appelle *Arbeiterstimmen* (Voix ouvrières) dans laquelle on peut lire une série de lettres d'ouvriers et d'ouvrières qui font part de leurs misères et de leurs espoirs.

D'après une statistique récemment publiée, il paraît en Allemagne 3.700 journaux par jour. De ce nombre 28 journaux tirent à plus de cent mille, 53 à 100.000, 5.555 à 50.000, 583 à 10.000, 2.470 à 5.000, le reste à moins de 5.000. On peut sans exagération affirmer qu'en Allemagne il paraît journellement trente millions d'exemplaires de journaux bourgeois, auxquels il faut ajouter les nombreuses revues qui presque toutes ont des tendances dirigées contre les intérêts du prolétariat. Si on tient compte aussi des brochures, écrits et romans bourgeois, ainsi que des publications de la ligue antibolcheviste et autres associations du même genre, on peut facilement se faire une idée du formidable appareil que la bourgeoisie a à son service.

Le prolétariat, pour sa part, ne dispose que d'un nombre de journaux relativement fort restreint. Il y a en tout en ce moment 160 journaux majoritaires, 43 indépendants et 32 communistes, répandus à trois millions et demi d'exemplaires par jour. On peut y ajouter les journaux des syndicats qui en 1920 tiraient à 8.404.960 exemplaires et qui paraissent tous les 8 ou 15 jours.

Mais les journaux des syndicats, pour la plupart luttent contre le communisme.

De tout cela il ressort combien il importe de travailler à la diffusion des journaux communistes, car c'est ainsi seulement qu'on pourra libérer le prolétariat de l'idéologie bourgeoise.

C. R.

AFRIQUE DU SUD

On mande de l'Afrique du Sud des renseignements concernant les grèves qui ont déjà éclaté ou qui mûrissent sous une forme latente et au sujet des résultats du referendum effectué parmi les ouvriers en faveur des grèves ou contre elles. La vague de grèves déferle sur un champ de plus en plus large.

La situation des ouvriers sur le « Continent Noir » ne peut pas être appelée favorable, de même que leurs camarades du monde entier, ils sont soumis aux attaques de la classe capitaliste disciplinée et unie. au Transvaal, dans la République Orange, au Natal et au Cap, une réduction de salaires de 6 pence par heure a été introduite parmi les ouvriers du bâtiment, ce qui leur fait un déficit hebdomadaire

d'une livre sterling et quart. Malheureusement les ouvriers, craignant de se voir réduits au chômage, n'ont pas opposé dès le début une résistance décidée. ont accepté de reconnaître la diminution des salaires, se bornant à exiger que cette diminution ne soit pas trop forte. Les patrons voulaient réduire les salaires de 7 pence par heure et les ouvriers consentaient une réduction de 6 à 5 pence. Un compromis fut adopté et le 16 septembre furent mis en vigueur les tarifs fixés par les patrons.

Les ouvriers organisés se prononcèrent cependant contre la réduction des salaires et il faut espérer que le Conseil National des ouvriers du bâtiment, à qui incombe le devoir de défendre les intérêts des ouvriers, va annuler la convention et déclarer la grève en plein accord avec les autres ouvriers de l'Afrique du Sud.

Cette lutte, est, comme de coutume, rendue extrêmement pénible par la mauvaise discorde corporative. Le syndicat unifié des charpentiers et des menuisiers de Capetown et de Port Elisabeth a signé une convention avec les patrons, d'après laquelle aucune réduction de salaires ne pourra être effectuée avant la fin de l'année. Se basant sur cette convention, les entrepreneurs qui estiment que charpentiers et menuisiers suffiront à l'indispensable des travaux pendant la grève des ouvriers du bâtiment, sont certains de pouvoir triompher aisément de ceux-ci et, après eux, des charpentiers et des menuisiers. Il faut espérer qu'il en sera autrement et que le syndicat unifié des charpentiers et menuisiers se refusera à faire le jeu de la classe capitaliste pour le piètre avantage d'un délai de trois mois.

Des pourparlers ont été entamés entre les patrons d'hôtel et les 2 syndicats qui groupent les employés d'hôtel, concernant la réduction des salaires. Le plus grand hôtel de Capetown a donné congé à 17 de ses employés syndiqués en guise d'avertissement aux autres employés à abandonner la lutte au moment de la mise aux voix du projet de réduction des salaires.

L'influence des masses ouvrières sur la vie syndicale se fait sentir de la façon la plus intensive dans les rayons miniers ; il n'y a pas longtemps a été créé à Johannesburg un « Conseil d'action » des mineurs. Il mène parmi les membres du syndicat des mineurs de l'Afrique du Sud la propagande en faveur des groupements par branches d'industrie. Cette propagande est particulièrement efficace dans la région occidentale, à Central Rand, Spings, Kersburg. Bénoni, par contre présente un point faible. C'était jadis un grand centre révolutionnaire, mais après la destruction à laquelle il a été soumis en 1919, il ne peut pas arriver à se relever. En ce qui concerne la lutte pour les intérêts les plus élémentaires et quotidiens, les membres du Conseil mènent la propagande en faveur de la réduction de la journée de travail et exigent l'augmentation des pensions octroyées aux ouvriers qui ont contracté la phthisie dans les mines, indépendamment de leur qualification.

Le contrôle ouvrier sur la production commence également à se frayer une voie. Ainsi par exemple, la station électrique de Johannesburg est devenue le théâtre d'une lutte ardente entre les ouvriers et le patron de la station qui n'est autre que le Conseil

municipal. Le Conseil municipal exprime la décision d'en finir avec le contrôle ouvrier, ne le reconnaissant même pas en droit.

Le directeur général des chemins de fer, sir William Heil, se propose de révoquer un certain nombre de cheminots, d'augmenter la journée de travail dans toute une série de sections et de réduire le travail de certaines catégories d'ouvriers de quelques journées par semaine. Si ce plan peut être réalisé, les rangs des chômeurs seront considérablement grossis. Le Parti Communiste de l'Afrique du Sud invite les ouvriers à une lutte décidée contre de semblables tentatives. Il exige également la convocation immédiate d'un Congrès des syndicats sud-africains d'industrie et de métier dans le but d'élaborer un plan d'action commune.

La grève des employés de tramways qui a eu lieu à Durden fut très instructive pour les travailleurs autant de race blanche que de race noire de l'Afrique du Sud. Après une lutte opiniâtre qui dura deux mois, les leaders jaunes estimant sans doute que la résistance des ouvriers était brisée, remirent aux voix la question de la grève, recommandant de leur côté l'adoption des conditions offertes par les entrepreneurs. Les résultats furent identiques à ceux du premier referendum.

A l'heure actuelle, le Parti Communiste est définitivement construit et son influence se manifeste sur toute l'étendue du continent depuis le Caire jusqu'au Cap. Il a groupé tous les éléments d'opposition de l'Afrique du Sud et s'est composé des organisations de gauche suivantes : la Ligue Internationale des socialistes, la Fédération social-démocrate, l'Association socialiste juive et le Club des marxistes de Durden. Cette unification était accompagnée d'un vaste propagande en faveur des idées de l'Internationale Syndicale Rouge. La presse communiste a publié des articles du représentant de l'Afrique du Sud auprès de l'Internationale Communiste, le camarade Johns, du camarade Losovsky et d'autres ; les questions traitées dans ces articles sont soumises à une ardente et minutieuse discussion.

Un appel a été adressé aux ouvriers de la tribu Bantu (scieurs de bois et porteurs d'eau) dans lequel ils sont invités à entrer dans les syndicats africains et à lutter pour leur émancipation aux côtés des blancs qui, comme eux, gémissent sous le joug du système des salaires. Cet appel explique aux ouvriers indigènes leur position dans la société, leur rôle de main-d'œuvre exploitée et leur prouve la nécessité devant laquelle ils sont placés de suivre l'exemple qui leur a été donné par les ouvriers et les paysans russes.

MAC PHERSON.

JAPON

Si la conférence de Washington pouvait par ses palabres, réellement trouver une solution aux problèmes difficiles qu'elle envisage, il n'y aurait qu'à mettre fin aux armements. Mais il saute aux yeux qu'elle ne saura résoudre aucun des problèmes en question, étant donné qu'il s'agit de maux inhérents au système capitaliste, et que sans détruire ce système en lui-même, il ne peut y avoir une guérison définitive ou même temporaire. Des conflits d'un caractère économique



Pendant la Revue du 17 juin à Moscou

